

SAMIR AMIN GT 6

Les relations « euro-méditerranéennes »

Cette note vient en complément du document intitulé « les régionalisations, au service de quels intérêts ? » (site Web FTM , doc Caracas n° 9).

Elle présente brièvement les résultats (i) de l'étude approfondie par Ali El Kenz du « processus de Barcelone » et des suites (Cf S. Amin et A. El Kenz, *Le Monde Arabe*, 2005) ; (ii) des discussions ultérieures sur la question du projet « d'Union pour la Méditerranée », conduite entre autre à Nantes (Juillet 2008).

1. La préoccupation exclusive des gouvernements européens concernés est, sinon « d'éteindre les feux », du moins d'en atténuer la violence. Ces feux concernent :

(i) La place d'Israël dans la région. Les Européens poursuivent l'objectif de substituer sournoisement la reconnaissance d'Israël (avant même que les deux problèmes majeurs ne soient réglés : la reconnaissance par Israël de l'Etat palestinien, la fixation définitive des frontières d'Israël) en substituant un dialogue « Euro-Med » au dialogue « Euro-arabe »).

(ii) Le soutien positif des Etats arabes (et de quelques autres Etats africains) à la politique européenne de contrôle des flux migratoires. L'objectif est d'associer les pays de la façade atlantique et méditerranéenne à partir desquels opèrent ces migrations (illégales ou légales) à la politique d'immigration de l'Union européenne, et de faire des gouvernements du Sud concernés des partenaires actifs de la mise en œuvre des mesures de contrôle des migrants, c'est-à-dire de porter la « frontière » de l'Europe au Sud des pays arabes et africains désignés (Sénégal, Mauritanie, Afrique du Nord, Lybie).

(iii) La soumission définitive des pays arabes à l'option de la mondialisation libérale (ouverture sans contrôle et privatisations), considérée comme la seule voie de développement souhaitable. Cette option – sans alternative – est décrétée favorable au développement, en dépit des faits. La question de savoir si cette option n'est pas elle-même la cause de la pression migratoire grandissante est écartée du débat.

(iv) Le transfert des conflits internes propres aux sociétés musulmanes contemporaines au sein des communautés d'immigrés originaires de ces pays (autour du voile par exemple).

2. Le concept originel de partenariat est progressivement abandonné au profit d'un concept de contrat Nord-Sud, dont les termes sont formulés par la partie européenne, les pays du Sud concernés étant seulement invités à y souscrire.

3. Les Européens envisagent comme hautement probable la constitution de gouvernements islamiques dans toute la région. Leur préoccupation est alors que l'Islam politique au pouvoir reste modéré, c'est-à-dire se dissocie des courants extrémistes terroristes. Les gouvernements islamistes (formule Frères Musulmans) seraient capables, pense-t-on en Europe, de contrôler leurs frontières et donc de figer leurs populations à l'intérieur de celles-ci, réduisant les flux migratoires. De surcroît l'option modérée considérée est jugée capable de joindre l'Islam à la démocratie, sur le modèle turc. L'examen du degré de réalisme de cette hypothèse est évacué. Or on peut penser que la formule Islam « modéré » (nous dirions islam « docile »), parce qu'elle s'inscrit dans la soumission aux exigences de la gestion capitaliste libérale mondialisée de la vie économique est appelée à dissocier la démocratie (si elle existe) du progrès social, et, de ce fait, ne peut stabiliser les sociétés soumises à cette formule.

4. Le projet d'Union Méditerranéenne, dans la version d'origine de Sarkozy, apparaît pour certains digne d'une attention sympathique, à condition qu'il soit fondé sur un partenariat authentique permettant aux pays concernés des rives Nord et Sud de négocier des zones et types de coopérations diverses innovantes, et de ce fait contribue à faire revivre la solidarité des peuples de civilisation

méditerranéenne. Pour d'autres cette page de l'histoire a été définitivement tournée dès lors qu'avec le capitalisme l'écart a été creusé entre les deux rives et que de surcroît les pays de la rive Nord, devenus impérialistes, se sont engagés dans la conquête coloniale de ceux de la rive Sud. En tout état de cause l'abandon du projet d'origine en faveur de celui que l'Union européenne a imposé (l'Union pour la Méditerranée) a mis un terme à toute perspective méditerranéenne spécifique.

5. Les interactions possibles dans les affaires du Moyen Orient des jeux de l'Union Européenne et des Etats-Unis d'une part, des autres puissances (Chine, Inde, Russie) d'autre part doivent à leur tour être pris en considération dans tout débat concernant cette région.

La Chine et l'Inde ont formellement décliné toute intention de se comporter en acteurs dans le règlement de ces questions (en particulier de la paix en Israël/Palestine). Ces deux puissances ont précisé qu'elles se limiteraient au soutien de toute solution pacifique sans plus de précision, laissant la responsabilité de la définition de la solution aux seuls acteurs européens et arabes. Par contre la Russie se considère comme un acteur qui pourrait contribuer positivement à dégager la solution pacifique recherchée. Dans cet esprit la Russie invite l'Europe (dont elle se considère comme partie prenante) à définir des positions qui lui seraient propres et indépendantes de celles des Etats Unis. Reste à savoir si ce souhait de voir l'Union européenne se détacher de son alignement atlantiste est réaliste.

6. Les rapports entre l'Europe et le monde arabe constituent un pan particulier des rapports plus généraux Nord/Sud.

Or sur ce plan général le moment actuel inauguré par l'offensive du capital oligopolistique de l'impérialisme de la triade (la mondialisation dite libérale) et le déploiement du programme de contrôle militaire de la Planète par les Etats Unis (pour eux-mêmes et pour leurs alliés subalternes – OTAN et Japon) est celui d'une aggravation et non d'une réduction des conflits. Les programmes d'ajustement structurel, la dette extérieure, les politiques de privatisation ont produit dans l'ensemble des pays du Sud une dégradation des conditions sociales pour les majorités populaires. En particulier l'accélération de la désintégration programmée des sociétés paysannes a fabriqué plus de 200 millions de « travailleurs en mouvement » (pressions migratoires transfrontières) et plus de 500 millions si l'on inclut les mouvements internes aux pays concernés (migrations campagnes/villes bidonvillisées).

Les réactions immédiates des classes populaires concernées ne sont pas à la hauteur des exigences de solutions humaines à ce défi gigantesque. Dans les sociétés opulentes du Nord une réaction égoïste, systématiquement orchestrée par les pouvoirs et les médias, s'emploie à faire accepter les objectifs de la défense prioritaire des avantages dont bénéficient les pays impérialistes (l'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète en particulier). Ces objectifs sont accompagnés de discours et de pratiques destinés à en masquer la violence : interventions « humanitaires », défense des « droits de l'homme » et de la « bonne gouvernance », lutte contre la « pauvreté ». Les projets développés par l'Europe pour les pays arabes ne sortent pas de ce cadre. Dans les sociétés du Sud – en particulier ici dans le monde arabe – ces réactions restent largement enfermées, comme on peut le constater, dans les illusions de replis passéistes.

La réponse au défi par la construction nécessaire d'un internationalisme des peuples constitue, dans ces conditions, une tâche certainement difficile. Néanmoins les terrains sur la base desquels cet internationalisme pourrait progresser existent. « Défendre à tout prix notre niveau de vie », propose-t-on aux occidentaux. Quel modèle de vie ? Doit-on répondre : celui de l'aliénation marchande destructrice et de l'individualisme illusoire ? La balle est ici dans le camp de la gauche européenne. En se désolidarisant des projets impérialistes européens du soutien inconditionnel apporté à l'entreprise coloniale israélienne et aux interventions militaires des Etats Unis dans la région, les peuples de l'Europe contribueraient d'une manière certaine à faciliter dans le monde arabe la sortie des impasses des illusions passéistes.